

## Chapitre 9

### Philippe Péninque, l'homme qui voulait être invisible

« Vous avez perdu, vous êtes en dehors. » C'est par ce verdict que Philippe Péninque clôt la conversation, un matin de septembre 2015<sup>1</sup>. Un an plus tard, attablé au Murat, un restaurant soigné de la porte d'Auteuil, le conseiller officieux de Marine Le Pen use encore de ce « vous » dont on ne sait pas bien s'il désigne les journalistes ou le « système UMPS ». « Si vous aviez voulu tuer le Front, il fallait l'embrasser sur la bouche<sup>2</sup>. » Depuis ses années au Groupe Union Défense (GUD), qu'il a dirigé dans les années 1970, Philippe Péninque vit dans un monde binaire où s'opposent « le système » et « les résistants », qu'il pronostique rétablis en « héros » par l'Histoire en 2017. Calé dans un fauteuil en velours rouge de style napoléonien, l'ancien avocat de soixante-quatre ans se montre tel qu'à son habitude : fanfaron, provocateur. « Je suis l'ami de celle qui peut-être sera... Il y a des gens qui ne m'aiment pas, mais ils font attention quand même en se disant : “On ne sait jamais.” »

---

1. Conversation téléphonique avec l'un des auteurs, 29 septembre 2015.

2. Entretien avec les auteurs, 20 décembre 2016, ainsi que toutes ses citations dans ce chapitre sauf mention contraire.

« *Marine est au courant de tout...* »

Le sexagénaire aux cheveux blancs aime par-dessus tout entretenir cette réputation de personnage influent mais discret. « Mon travail est toujours invisible », se vante-t-il. S'il accepte rarement les interviews de visu – les photos de lui se comptent sur les doigts de la main –, il compte sur la presse pour « prêch[er] un peu pour [lui], pour que les gens qu'[il] voit sachent qu'[il] est quelqu'un d'important ». Pour imposer sa biographie officielle, Péninque a une manie, il poursuit quasi systématiquement les journalistes qui l'évoquent. Le moindre détail fait l'objet d'un courrier au journal – voire d'une procédure en diffamation lorsque l'on s'intéresse à ses activités financières d'un peu trop près<sup>1</sup>. « Je conseille à tous mes amis de vous répondre, nous disait-il en octobre 2015. S'il y a de la diffamation, ça fera des poursuites, des droits de réponse. On vous utilise, on sait à quoi vous servez<sup>2</sup>. »

### *Les descentes musclées du « petit gars de Barbès »*

L'ancien gudar affirmé qu'il « ne fai[t] pas de politique », mais de « la méta-politique », s'intéressant uniquement aux « grandes fractures tectoniques dans le monde ». À lui les grands débats d'idées avec la présidente du FN – « chez elle », rarement au Carré, car, « là-bas, son bureau est sonorisé », affirme-t-il<sup>3</sup>. Aux autres la vie d'appareil « renfermée », les candidatures, les « discours avec les

---

1. Des journalistes du *Monde* et de *Mediapart* en ont fait l'expérience. L'ancien avocat a été chaque fois débouté, ou s'est désisté en appel.

2. Conversation téléphonique avec l'un des auteurs, 1<sup>er</sup> octobre 2015.

3. Il est convaincu que le bureau de la présidente du FN a été placé sur écoute.

*Philippe Péninque, l'homme qui voulait être invisible*

journalistes ». En 2007, pourtant, il figure sur la liste des nouveaux secrétaires départementaux du FN, comme patron de la fédération de Seine-Saint-Denis ; mais il recule au dernier moment<sup>1</sup>. Péninque se voit au-dessus de la mêlée. « Je suis un universitaire, c'est pour cela que Marine parle avec moi, qu'elle me demande mon avis. J'adore le débat intellectuel, discuter de la laïcité jusqu'à trois heures du matin. C'est une femme intelligente avec qui on peut échanger. »

Pendant la campagne présidentielle de 2012, celui qui a débarrassé le parti des indésirables après la scission avec Mégret, fait à nouveau partie du premier cercle autour de la candidate. Comme en 2007, il assiste aux réunions dans son appartement de Montretout, parmi des habitués tels que Philippe Olivier et Emmanuel Leroy, deux autres conseillers officieux. Mais aussi Bernard Monot, un ancien de la Caisse des dépôts, les frères Philippot – Florian et Damien –, et David Mascré, un quadra passé par le ministère des Affaires étrangères. L'ancien avocat n'apparaît qu'en marge de gros événements – les défilés du 1<sup>er</sup> Mai<sup>2</sup> ou le meeting du Zénith, le plus important de la campagne de Marine Le Pen. En janvier 2012, le consultant se rend discrètement en Russie pour préparer le premier voyage à Moscou de sa candidate, qui n'aura finalement lieu qu'un an et demi plus tard<sup>3</sup>. Lui assure qu'il faisait « du tourisme à Saint-Pétersbourg, en famille ».

À l'approche de l'échéance de 2017, l'homme de l'ombre réapparaît. Le 6 février 2016, il est invité, au titre des

---

1. D'après l'hebdomadaire d'extrême droite *Minute*, 13 décembre 2007.

2. Qui ont été supprimés en 2016.

3. Lire notre chapitre 16, « Les millions russes ».

« *Marine est au courant de tout...* »

personnalités extérieures « qualifiées <sup>1</sup> », au séminaire « de réflexion » du Front national, organisé à huis clos dans l'Essonne. Devant la soixantaine de cadres frontistes, il plaide, en substance <sup>2</sup>, pour « le type qui a réussi et n'ose pas dire au Rotary qu'il vote pour le FN », arguant que la victoire ne pourra avoir lieu sans le soutien électoral des classes aisées. À quelques mètres, son ami Axel Loustau l'appuie en se faisant le porte-voix des chefs d'entreprise.

Au Front national, certains relativisent son influence. « On lui prête beaucoup, mais c'est une erreur <sup>3</sup> », assure Philippe Martel, conseiller de la présidente du FN et ex-chef de son cabinet. « Il baratine, parce qu'il a un besoin éternel de reconnaissance. Il n'est pas tellement au cœur du système. » Une chose est sûre, le consultant est au croisement de nombreux réseaux : un grand-père communiste, des parents francs-maçons, ralliés aux gaullistes dans les années 1960. Et des contacts en partie hérités de son père, Claude Péninque <sup>4</sup>. Député suppléant RPR de Christine Boutin, dans les Yvelines, en 2007, Péninque père a noué, dans les années 1980, de solides réseaux à travers son Cercle France-Nouvelle-Calédonie, parrainé par le chef des anti-indépendantistes, Jacques Lafleur. Celui-ci apparaîtra d'ailleurs comme potentiel investisseur dans la nébuleuse du « GUD business ».

---

1. Comme le maire de Béziers, Robert Ménard, le conseiller régional de Paca (ex-UMP) Olivier Bettati, ou Karim Ouchikh, président du Siel, parti souverainiste satellite du FN.

2. Olivier Faye, « Séminaire du FN : les anciens du GUD parlent bourgeoisie et libre entreprise », Blog Droite(s) extrêmes(s) lemonde.fr, 8 février 2016.

3. Entretien avec les auteurs, 21 novembre 2016.

4. Né lui à Wiesbaden, en Allemagne.

*Philippe Péninque, l'homme qui voulait être invisible*

Philippe Péninque aime se décrire comme un « petit gars de Barbès ». Jusqu'à son mariage avec une femme « de l'establishment », en 1979, dans le cosu VII<sup>e</sup> arrondissement, il a vécu au 174 rue du Faubourg-Poissonnière, à deux immeubles de son ami d'enfance Francis Szpiner, qui deviendra l'avocat emblématique du RPR. Comme lui, il fait du droit, en passant par la case Assas et Sciences-Po Paris. L'étudiant navigue dans les groupuscules d'extrême droite, héritiers d'Occident<sup>1</sup>, créés en réaction à Mai 68 : le GUD, Ordre Nouveau (ON), le Parti des Forces nouvelles (PFN). Il s'inscrit « dans la ligne de [son] grand-père » en défendant « un Occident crypto-communiste, antisioniste, antiaméricain et anticapitaliste », face à « l'Occident des quartiers de l'Ouest parisien, libéral et pro-américain ». Le jeune Péninque participe aux descentes musclées dans les lycées et universités « gauchistes ». En 1971, il est présent, barre de fer en main, lors d'une opération menée par les héritiers d'un groupuscule « nazi-maoïste<sup>2</sup> », venus ferrailer avec les élèves du prestigieux lycée Lakanal, dans les Hauts-de-Seine. Deux ans plus tard, il fait partie de la « horde de Gaulois » qui se rend gare de Lyon, à Paris, pour « broyer » les trotskystes qui vendent leur journal, *Rouge*, sur le parvis. « C'était une expédition punitive. On s'est battus, on a brûlé quatre autobus », sourit l'ancien avocat. Devenu en 1974 responsable de la formation doctrinale du GUD, puis son dirigeant un an plus tard, il écope de plusieurs condamnations pour violence et devient un habitué des conseils de discipline d'Assas et de Sciences-Po. « Je me suis battu tous les jours entre 1968 et 1975, assume-t-il. Pour devenir chef du GUD, il faut être chef du service

---

1. Lire notre chapitre 10, « La “GUD connection”, l'équipe bis ».

2. Opération de propagande du 31 mars 1971 du Cercle socialiste européen (CSE), héritiers du groupuscule Jeune Europe.

« *Marine est au courant de tout...* »

d'ordre, pour être chef du service d'ordre, il faut être le plus violent. » Installé dans un petit salon de l'hôtel Radisson, sur la très chic avenue Marceau, son vieux copain d'Ordre nouveau, Bernard Houdin, se souvient d'« un type ingouvernable, ingérable, qui n'aime pas être au garde à vous <sup>1</sup> ». « Un des gros déconneurs de la bande », relate celui qui est aujourd'hui porte-parole en France de Laurent Gbagbo, l'ancien président de Côte d'Ivoire. Il revoit son camarade à l'entrée de l'université d'Assas, « debout sur la table avec un crucifix et criant : “À genoux mécréants !” pour emmerder les mecs. Il en avait rien à foutre de l'église. » Aujourd'hui encore, les deux amis aiment déjeuner pour évoquer leurs « histoires de jeunesse ». Philippe Péninque ne regrette rien : « Je le referais. C'était exaltant, c'était notre avant-guerre, l'épreuve symbolique pour devenir un adulte. » C'est à cette époque que le futur conseiller de Marine Le Pen couche sur le papier les fondements d'une « nouvelle droite » qu'il apportera trente ans plus tard sur un plateau à la dirigeante du FN. Dans son mémoire de fin de cycle à Sciences-Po <sup>2</sup>, l'étudiant défend alors une vision « nationaliste et populaire », éloignée « du courant réactionnaire des traditionalistes ». « L'extrême droite peut jouer un rôle important », conclut-il dans ce travail d'une centaine de pages dont il est resté très fier.

### *Le financier de mouvements politiques*

« National-républicain », « patriote », « laïc », l'ancien avocat repousse aujourd'hui l'étiquette d'« extrême droite »

---

1. Entretien avec les auteurs, 27 septembre 2016.

2. « L'extrême droite extraparlamentaire de 1968 à 1975 ou la politique à coups de poing », 1976, 90 pages. En possession des auteurs.

et revendique « des relations dans beaucoup de milieux », du sport à la haute fonction publique, du business aux agriculteurs. Il côtoie aussi bien l'essayiste antisémite Alain Soral que le cofondateur de la Ligue de défense juive – groupe d'ultra-droite nationaliste juive –, Jean-Claude Nataf, ou encore l'ancien ministre socialiste Jérôme Cahuzac. « C'est un facilitateur, estime Emmanuel Leroy, qui fut l'un des conseillers officieux de la présidente du FN entre 2010 et 2012. Il a un gros carnet d'adresses, y compris en Russie, en Asie, et dans les pays arabes. Donc il ouvre des portes, il organise des déjeuners, des dîners... C'est un électron libre, en relation directe et personnelle avec Marine Le Pen <sup>1</sup>. »

Parallèlement, l'ancien fiscaliste donne aussi des coups de pouce à des structures satellites du Front national. En 2007, c'est lui qui rédige les statuts d'Égalité et Réconciliation (E&R), le mouvement porté publiquement par Alain Soral, qu'il a rencontré deux ans plus tôt. Péninque figure d'ailleurs dans les premiers statuts <sup>2</sup> de l'association, qu'il domicilie à l'adresse de ses sociétés, rue Scheffer, dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement. C'est son ami Frédéric Chatillon qui se charge ensuite de trouver un local. E&R se présente comme défendant « la gauche du travail et la droite des valeurs » et se propose de « rassembl[er] les citoyens qui font de la nation le cadre déterminant de l'action politique ». L'objectif tacite est de creuser un sillon pour le Front national chez les jeunes des classes populaires, notamment dans les banlieues. Et, pourquoi pas, de constituer un vivier de cadres pour le FN. Lors de la campagne législative à Hénin-Beaumont, en 2007, Péninque n'hésite pas à venir prêter main-forte sur le terrain. Ce jour-là, il enfle un T-shirt blanc siglé « E&R » pour tracter aux côtés de

---

1. Entretien avec les auteurs, 14 décembre 2016.

2. Statuts datés du 21 mars 2007.

« *Marine est au courant de tout...* »

Marine Le Pen et d'Alain Soral<sup>1</sup>. L'homme d'affaires reconnaît également avoir « aidé financièrement » l'essayiste : « Je me suis porté caution pour son appartement<sup>2</sup>. » D'après plusieurs anciens cadres d'Égalité et Réconciliation<sup>3</sup>, il aurait aussi soutenu Soral<sup>4</sup> « par des dons réguliers de plusieurs milliers d'euros ». Ce qu'il dément. En 2013, Alain Soral défendait avec ardeur celui qu'il considère comme « un ami et un patriote<sup>5</sup> », « qui essaie, comme beaucoup, d'échapper à un pouvoir d'État hostile à ce qu'il représente ». On ne peut pas « lui reprocher d'être intelligent et efficace », ironisait-il. L'affection est réciproque. Péningue se refuse à condamner les saillies antisémites de son « grand ami », sanctionnées plusieurs fois par la justice : « J'ai lu ses bouquins, je ne vois pas d'obsession des juifs. Il critique tous les communautarismes. Alain, c'est un punk, comme Dieudonné. Il y a un côté cour d'école et provocation. Ses vidéos sur [le journaliste, Frédéric] Haziza<sup>6</sup>, elles m'ont fait mourir de rire. » Tout comme le spectacle de Dieudonné qui l'aurait fait se « pisser dessus ».

Si le soutien de Péningue à Soral n'est plus un secret, son aide financière à Cotelec, le microparti de Jean-Marie Le Pen, est restée confidentielle. En octobre 2010, Péningue

---

1. Vidéo d'Égalité et Réconciliation visible sur Dailymotion : [http://www.dailymotion.com/video/x37lpr\\_alain-soral-tracte-ahenin-beaumont-avec-marine-le-pen\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x37lpr_alain-soral-tracte-ahenin-beaumont-avec-marine-le-pen_news).

2. Une information déjà évoquée dans *Le Système Soral*, Robin d'Angelo, Mathieu Molard, Calmann-Lévy, 2015.

3. Robin d'Angelo, Mathieu Molard, *Le Système Soral*, *op. cit.*

4. Sollicité, Alain Soral n'a pas répondu à nos questions.

5. Éric Naulleau, Alain Soral, *Dialogues désaccordés*, Blanche, 2013, p. 93.

6. Le journaliste de la chaîne LCP a fait condamner Alain Soral à six reprises (trois en première instance, trois en appel), plusieurs fois pour des propos antisémites.



*Philippe Péninque, l'homme qui voulait être invisible*

émet deux chèques de 200 000 et 120 000 euros à l'ordre de Cotelec, pourvoyeur de fonds des campagnes du FN. « Un prêt » au moment où le Front national affiche « 11 millions d'euros de dettes », justifie-t-il. « J'ai mis toutes mes économies. On ne pouvait pas laisser le parti se détruire. » Il affirme en revanche n'avoir « jamais aidé Jeanne », le micro-parti de Marine Le Pen. Jeanne affiche pourtant dans la liste de ses « charges financières » un montant de 7 083 euros, en date du 7 décembre 2012, libellé « Prêt Péninque ». Des « intérêts sur prêt consenti », finira par évacuer le consultant suite à nos demandes de précisions<sup>1</sup>.

*Des histoires troubles*

Ces vingt dernières années, le nom du conseiller fiscaliste est apparu dans plusieurs affaires troubles. En 1997, un dossier en particulier fait basculer sa carrière d'avocat : l'affaire « Mickey », alias Alain Deshayes, un trafiquant de drogues. Cinq ans plus tôt, Philippe Péninque a aidé ce jeune homme, « sans revenu déclaré<sup>2</sup> » ni « domicile connu<sup>3</sup> », selon la justice, à opérer un placement. « Il avait une imprimerie, indique aujourd'hui Péninque. Il gérait très mal, il l'a vendue, et il a investi les 900 000 francs de la vente dans un hôtel. Point. » L'avocat omet de préciser qu'il connaît bien les acquéreurs de l'hôtel en question, le Majestic, dans le XVII<sup>e</sup> arrondissement : il s'agit de son ami Olivier Michaud<sup>4</sup> et de son associé, Patrick Mouchon-Touzé. « Le vendeur du Majestic réclamait 6,9 millions de

---

1. Courriel à l'un des auteurs, 25 janvier 2017.

2. Arrêt de la cour d'appel de Caen du 13 septembre 1999, en possession des auteurs.

3. Jugement du tribunal correctionnel de Coutances du 4 septembre 1998, en possession des auteurs.

4. Sollicité, Olivier Michaud n'a pas donné suite.

« *Marine est au courant de tout...* »

francs, et un million en liquide, explique ce dernier. Péninque nous a dit qu'il pouvait nous aider<sup>1</sup>. » Ce « dessous-de-table<sup>2</sup> » est apporté grâce aux fonds de « Mickey ». Patrick Mouchon-Touzé affirmera auprès des magistrats avoir reçu de Philippe Péninque, en janvier 1992, « un sac plastique contenant une somme de 900 000 francs environ, constituée en liasses de billets usagés<sup>3</sup> ». Selon lui, « l'argent avait été compté dans le cabinet de l'avocat et remis sans reçu, puis conservé dans un coffre quelques jours pour être ensuite remis au vendeur de l'hôtel Majestic<sup>4</sup> ». Philippe Péninque estime que ces déclarations « ont été contredites par les différents jugements et arrêts qui [l']ont mis hors de cause<sup>5</sup> ». « Mickey », lui, n'a jamais pu s'exprimer sur l'affaire : le 4 décembre 1995, il a disparu sans que son corps ne soit jamais retrouvé.

Le 17 juin 1997, Philippe Péninque est interpellé à son cabinet de la rue Marbeuf. Sa garde à vue est tendue. « L'un des deux flics m'a dit : "T'avoues que c'est toi qui organisais le trafic de dope de Mickey ou on te met sa mort sur le dos et tu vas partir pour vingt-cinq ans." Je lui ai dit : "T'as une femme et des enfants ? Parce que je vais les tuer devant toi." » Les policiers menacent d'inscrire sa remarque sur le procès-verbal. « Pas de problème, tu poses ta question, tu mets ma réponse et je le signe », leur rétorque Péninque. « Leur seule chance, c'était que j'avoue. Ils ont tout essayé », affirme l'ancien avocat. Entendu par la Police judiciaire, Olivier Michaud, l'un des deux associés, admet que cet

---

1. Entretien avec les auteurs, 13 avril 2015.

2. Arrêt de la cour d'appel de Caen, *op. cit.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. Courriel à l'un des auteurs, *op. cit.*

*Philippe Péninque, l'homme qui voulait être invisible*

argent « ne pouvait avoir qu'une origine frauduleuse <sup>1</sup> ». Péninque, lui, a toujours nié être au courant qu'il s'agissait d'argent issu d'un trafic de drogue <sup>2</sup>. Poursuivi pour « blanchiment du produit de trafic de stupéfiants », l'avocat est placé en détention provisoire pendant quatre mois et demi. « Je me suis dit : "Putain ça va être chaud dans la cour." Tous les mecs savaient que j'étais au Front. En fait pas du tout, c'était : "Ouais attends, moi je suis un cé-fran, je suis un Gaulois, les autres c'est des pédés" », raconte-t-il en prenant un accent. En 1998, le tribunal de Coutances le relaxe <sup>3</sup>. Mais, un an plus tard, la cour d'appel de Caen requalifie les faits en « complicité de recel de fraude fiscale » et le condamne « à deux ans d'emprisonnement avec sursis », « 25 000 francs d'amende » et « cinq ans d'interdiction de l'exercice de la profession d'avocat <sup>4</sup> ». En 2000, la décision est annulée par la Cour de cassation puis renvoyée devant la cour d'appel de Paris, qui relaxe définitivement Philippe Péninque, le 5 mars 2003. L'avocat assure qu'il a obtenu « la plus grosse indemnisation avant Outreau ».

L'affaire semble être remontée à un haut niveau. Dans leur PV de clôture, en 1997, les policiers de la brigade des stupéfiants écrivent – fait rarissime – avoir reçu l'ordre formel

---

1. Jugement du tribunal correctionnel de Coutances, *op. cit.*

2. Qui ne sera démontré par la justice qu'en 1998.

3. Ainsi qu'Olivier Michaud et Patrick Mouchon-Touzé. Jugement du tribunal correctionnel de Coutances, *op. cit.*

4. Selon la cour d'appel de Caen, les éléments sont insuffisants pour « affirmer qu'il savait, fin décembre 1991, que cette somme était le produit d'un trafic de stupéfiants ». Mais selon les magistrats, l'avocat avait « connaissance de la provenance frauduleuse de cette somme [...] puisqu'il a lui-même expliqué à M. Mouchon-Touzé les conditions et causes dans lesquelles cette somme avait été sortie en espèces ». « Il a agi avec un profond mépris des règles de sa profession,

« *Marine est au courant de tout...* »

d'arrêter leur enquête<sup>1</sup>. Le dossier aurait-il affolé l'Élysée ? À l'époque, Péninque a un associé, Jean-Pierre Émié. La brigade des stupéfiants « voulait l'arrêter, mais se trompe et va planquer chez son frère, Bernard Émié », selon le fiscaliste. Or, le frère en question est conseiller à la cellule diplomatique du président Jacques Chirac. « Les flics se font serrer par le Raid et le GIGN dans la rue, mis à poil, les mains sur la tête. C'est ça qui a fait arrêter le truc. » Bernard Émié, lui, affirme n'avoir « jamais entendu parler » de l'affaire Mickey, ni d'interventions politiques d'aucune sorte<sup>2</sup>. « C'est une affaire dont je ne vous parlerai pas, je n'ai rien à vous dire et aucun souvenir », évacue le diplomate, aujourd'hui ambassadeur de France en Algérie. « Mon frère a sa vie, moi j'ai la mienne, je suis très loin de tout ça et de ses idées », ajoute-t-il. Il concède simplement avoir déjà « croisé » Philippe Péninque par l'intermédiaire de son frère. « Un garçon sympathique, brillant, très bon avocat, malin comme un singe » et bénéficiant de « beaucoup de réseaux ». L'affaire met en tout cas un terme à la carrière au barreau de Péninque, puisqu'en 1997 il devient avocat « omis » et quitte, trois ans plus tard, le cabinet créé avec Jean-Pierre Émié<sup>3</sup>. « C'est moi qui ai demandé à être suspendu, car c'était une des conditions du juge pour me libérer<sup>4</sup> », justifie-t-il, ajoutant, bravache, qu'il avait « fait le tour de la profession ».

---

maniant sans hésitation des espèces hors comptabilité Carpa », notent-ils.

1. Une intervention également mentionnée dans *Le Système Le Pen*, Caroline Monnot, Abel Mestre, Denoël, 2011.

2. Entretien téléphonique avec les auteurs, 15 décembre 2016.

3. Il cesse ses activités le 29 juin 1997, puis son omission est officiellement prononcée le 10 juillet 1998. Il quitte le cabinet le 27 avril 2000. (Statuts de la SCP Émié et Péninque.)

4. Il précise avoir reçu le soutien de l'Ordre des avocats à l'époque, qui invoquait la présomption d'innocence.

*Philippe Péninque, l'homme qui voulait être invisible*

Ce dénouement laisse un goût amer à celui qui avait présenté Mickey, son « meilleur ami », à Philippe Péninque : Franck Tiozzo, cinquante-sept ans, l'aîné de la fratrie des célèbres boxeurs. Assis dans un café de Saint-Ouen<sup>1</sup>, l'ancien sportif, qui porte la chemise entrouverte sur un chapelet, a de multiples raisons d'en vouloir à l'avocat fiscaliste. À l'affaire « Mickey » s'ajoute la ruine de son petit frère, Christophe, ancien champion du monde de boxe. Il en tient pour responsable l'ex-gudard, qui a géré ses avoirs en Suisse pendant toute sa carrière professionnelle, de 1985 à 1993.

Élevée à Saint-Denis, la fratrie Tiozzo rencontre l'avocat des beaux quartiers par un autre ancien du GUD : Jean-Christophe Courrèges, devenu le manager de Christophe Tiozzo après sa médaille de bronze aux Jeux olympiques de 1984. « Courrèges m'a dit : "On va monter une société, faire des placements, c'est mieux", rapporte le benjamin Tiozzo. En 1985, il me présente Péninque et Émié. Ça se passe plutôt bien<sup>2</sup>. » Un montage fiscal est mis sur pied pour permettre au boxeur de faire fructifier son argent et de payer moins d'impôts, via plusieurs sociétés au Panama, en Suisse, aux États-Unis<sup>3</sup>. « Christophe n'était au courant de rien, il s'en foutait, il boxait, il avait donné procuration sur tout, il avait tellement confiance en eux », relate son frère aîné. « Je pensais qu'il ne pouvait rien m'arriver, que c'était des amis, confirme Christophe Tiozzo. On sortait en boîte chez Castel, on faisait les cons. »

En 1993, le champion songe à arrêter sa carrière et demande à Philippe Péninque de quelle somme il dispose

---

1. Entretien avec les auteurs, 7 avril 2015.

2. Entretien avec les auteurs, 11 juin 2015.

3. Notamment Matar Holding Inc, Mutual Venture, CTO Partners. Documents en possession des auteurs.

sur son compte à l'UBS, à Genève. « Il me dit : “Tu as 10 millions de francs [1,5 million d'euros].” Donc j'arrête la boxe. Mais, quelques mois plus tard, il me dit que je n'ai que 6 millions de francs [915 000 euros]. Là, ça se passe mal. » Un euphémisme. Le boxeur, furieux, débarque au cabinet de l'avocat, rue Marbeuf, et lui colle « une tarte dans la gueule », sous les yeux de son associé, Jean-Pierre Émié. « Un festival de châtaignes<sup>1</sup> », rapporte Tiozzo dans son autobiographie. « Je n'ai pas fait cinq championnats du monde pour gagner ça ! », hurle-t-il, avant de réclamer ses dossiers. Pour justifier cet écart, Péninque assure avoir donné le premier chiffre « en intégrant le contrat de TF1 de 1992 » qui « n'a finalement pas été exécuté<sup>2</sup> ». Christophe Tiozzo, lui, accuse son gestionnaire d'avoir « détourné » une partie de ses gains<sup>3</sup>. En 1999, la star des rings porte plainte contre X en Suisse pour « faux et usage de faux », « abus de confiance et gestion déloyale<sup>4</sup> ». Trois ans plus tard, il dépose les mêmes plaintes, en France. Les enquêtes seront toutes classées sans suite<sup>5</sup>. « Il y a ma version, qui a été validée par la justice, et sa version », explique aujourd'hui l'ancien avocat, qui se présente même comme le « bienfaiteur » de Tiozzo, « un gars qui claquait 5 millions de francs par an » et à qui il avait « réussi à faire économiser ».

---

1. Christophe Tiozzo, *Ma descente aux enfers*, Solar, 2000.

2. Procès-verbal de confrontation entre MM. Péninque et Tiozzo à la cour d'appel de Paris, 13 décembre 2005. En possession des auteurs.

3. Courrier adressé au bâtonnier de l'Ordre des avocats à la cour de Paris, 27 janvier 2001. En possession des auteurs.

4. Courrier adressé au procureur général de Genève, 9 mars 1999. En possession des auteurs.

5. Le 16 mars 1999, le procureur général de Genève ouvre une information judiciaire. Une enquête sur commission rogatoire internationale des chefs de faux et abus de confiance a eu lieu en France. L'affaire est classée sans suite. En 2002, Christophe Tiozzo porte plainte cette fois-ci en France, mettant en cause Philippe Péninque.

*Philippe Péninque, l'homme qui voulait être invisible*

L'affaire pourrait cependant connaître un rebondissement. Le 3 novembre 2016, Christophe Tiozzo a été entendu par la Brigade financière, à Paris, après avoir déposé une plainte pour recel et blanchiment contre Philippe Péninque et contre X<sup>1</sup>. Il soupçonne un « enrichissement indu » de son ancien gestionnaire à travers un placement dans une bijouterie<sup>2</sup>. « Christophe Tiozzo a toujours reproché à Philippe Péninque d'avoir profité d'un système opaque impliquant les sommes générées par son activité de sportif professionnel<sup>3</sup> », écrit son avocat, M<sup>e</sup> Vincent Brengarth, qui s'étonne que les « nombreux éléments troublants » portés à la connaissance de la justice n'aient jamais « pu aboutir ». Et rien ne dit que cette nouvelle tentative aboutira, Péninque ayant toujours maintenu que son rôle se situait dans le cadre d'une stricte légalité.

*Les filières suisses*

3 avril 2013, Charleville-Mézières. Au lendemain des aveux de Jérôme Cahuzac sur son compte en Suisse, Marine Le Pen tape fort. C'est « l'affaire de trop<sup>4</sup> », dit-elle en visite dans une usine des Ardennes. Elle déroule « la liste vertigineuse des responsables UMP et PS impliqués ou

---

Une information judiciaire pour abus de confiance, faux et usage de faux contre X est ouverte, et sera à son tour classée sans suite.

1. Plainte déposée auprès du parquet de Paris le 19 mai 2016. En possession des auteurs.

2. Philippe Péninque expliquait d'ailleurs dans un courrier en mars 1994 que « le problème des placements dans la bijouterie sera réglé ».

3. Plainte, *op. cit.*

4. Maël Thierry, « Affaire Cahuzac : Le Pen surfe dans les Ardennes sur le “tous pourris” », *L'Obs*, 3 avril 2013.

« *Marine est au courant de tout...* »

condamnés dans des affaires ». Et en profite pour vanter la probité de son parti : « Le fait que nous n'ayons pas d'amis chez les grands patrons, dans la grande finance ou dans les grands laboratoires pharmaceutiques, c'est une garantie que nous pourrons gouverner sans être les otages de telle ou telle influence. »

Mais, quelques heures plus tard, le grand public découvre l'existence de son conseiller de l'ombre. Celui qui a ouvert le compte de l'ex-ministre du Budget socialiste à la banque UBS de Genève, en 1992<sup>1</sup>, n'est autre que... Philippe Péningue. Les deux hommes se seraient rencontrés au Racing, un club sportif parisien très huppé, à la toute fin des années 1980, lorsque Cahuzac était encore un jeune conseiller technique au cabinet du ministre des Affaires sociales, Claude Évin. « C'était un compte légal pour régler ses problèmes d'honoraires de chirurgien, insiste aujourd'hui l'intime de Marine Le Pen. Il le reprend à son nom en 1993, puis en ouvre un autre, et après je ne sais pas. Je lui avais montré sur la déclaration d'impôts la petite case à remplir quand on a des comptes à l'étranger<sup>2</sup>. » La révélation du rôle joué par Péningue éreinte le discours du FN sur la « caste ». Interrogée sur sa proximité avec l'homme à l'origine du compte suisse du ministre, la présidente du FN s'agace : « C'est quoi la révélation du jour : que Marine

---

1. Simon Piel, Agathe Duparc, « Affaire Cahuzac : un proche de Marine Le Pen a ouvert le compte chez UBS en 1992 », *Le Monde*, 3 avril 2013.

2. Ce nouveau compte sera ouvert à son nom, avec le nom de code « Birdie », et géré sur ses instructions par la société financière Reyl and Cie, à Genève. Puis transféré, en 2009, à Singapour, dans la filiale locale de la banque helvétique Julius Baer. Philippe Péningue assure qu'il ignorait que Jérôme Cahuzac n'avait pas déclaré ce compte à l'administration.



*Philippe Péninque, l'homme qui voulait être invisible*

Le Pen a le même dentiste qu'un ami de M. Cahuzac ? Péninque était avocat. Ouvrir un compte à l'étranger est complètement légal, c'est de ne pas déclarer les fonds qui est illégal<sup>1</sup>. » Malgré cette publicité dont il se serait bien passé, le conseiller fiscaliste n'a pas retiré son amitié à Jérôme Cahuzac. Avant et après le procès de l'ex-ministre, en septembre 2016, Philippe Péninque a envoyé des messages à son « camarade » : « Ça va, tu tiens le coup ? » ; « T'as échappé au pire, la prochaine fois, défends-toi mieux. » « Pour moi, Cahuzac relève de la médecine. Ce compte, c'est un déni de grossesse », commente-t-il.

Dans cette affaire, le spécialiste des montages fiscaux sophistiqués a été entendu comme témoin, à deux reprises, mais n'a pas été poursuivi. L'enquête a cependant fait apparaître un autre compte en Suisse, dont il est lui-même l'ayant droit : Artec Assets Corp.<sup>2</sup>, ouvert le 24 février 2006 à la banque privée Edmond de Rothschild, à Genève. C'est un virement de 92 000 euros au bénéfice de Jérôme Cahuzac<sup>3</sup> qui a attiré l'œil des enquêteurs. Aux juges, les deux hommes ont affirmé qu'il s'agissait du remboursement d'un prêt accordé en espèces par Cahuzac, douze ans plus tôt, à un certain Jacques Manecy, un ancien associé de Péninque. Lequel Manecy n'est plus là pour en parler : il est décédé en 2012. Les magistrats sont restés circonspects face à ces explications confuses, mais n'ont pas cherché à en savoir davantage. Dans leur ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel<sup>4</sup>, Roger Le Loire et Renaud

---

1. *Le Monde*, art. cit.

2. Ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel datée du 17 juin 2015, en possession des auteurs.

3. *Ibid.* Virement effectué le 15 mai 2006.

4. *Ibid.*

« *Marine est au courant de tout... »*

Van Ruymbeke se sont contentés d'expliquer que Philippe Péninque « a produit des documents justifiant d'importants transferts depuis son compte ouvert à la Bred à Paris vers le compte Artec en Suisse ». Appliquant à la lettre le secret bancaire, la banque Rothschild n'a, elle, fourni que le minimum à la justice française. Questionnée, elle nous a répondu qu'elle ne ferait « pas de commentaire ». Tout comme Jérôme Cahuzac qui n'a « rien à dire », et nous demande d'« éviter de [l']appeler à l'avenir »<sup>1</sup>.

Mais « Artec » recèle d'autres mystères. Comme la disparition de Lionel Queudot, vieil ami de fac de Péninque, que l'on retrouve aux origines de la création du compte. Gérant de fortune à Genève, Queudot, ancien gudarard lui aussi, a été mis en cause dans plusieurs dossiers, notamment dans l'affaire Elf<sup>2</sup>. Il fut l'associé de Péninque dans La Rumine, une société civile immobilière toujours active, et dans la société Quepen et la holding Artec Asset, créée en 1991 pour réaliser des investissements en capital. « Queudot il est mort ! », coupe Péninque quand on l'interroge sur leurs affaires communes – closes selon lui en 2005, au moment de la soudaine éclipse de son associé : « Plus de téléphone, plus d'adresse, plus rien. Disparu ! » Le conseiller de Marine Le Pen ne semble pas très étonné par l'évaporation brutale de l'« un de [ses] meilleurs amis ». « C'était un aventurier, il aimait l'adrénaline, raconte-t-il. Vous lui proposiez une affaire à 2 millions d'euros avec la Légion d'honneur au bout et le prix Nobel de la paix, et une affaire à

---

1. Échange téléphonique du 26 janvier 2017.

2. Lionel Queudot avait contribué à la fuite de l'ancien numéro deux du groupe pétrolier, Alfred Sirven, en lui fournissant un faux passeport et en gérant 24 millions de dollars sortis des comptes du groupe.

*Philippe Péninque, l'homme qui voulait être invisible*

20 000 euros en espèces où il pouvait, lui, toute sa famille, être découpé, trempé dans l'acide, et tous ses amis morts, il choisissait celle-là. » Queudot le « disparu » appose pourtant sa signature à côté de celle de Philippe Péninque en novembre 2011<sup>1</sup>, quand il lui cède des parts de La Rumine, gérée par le consultant. Lorsqu'on lui fait remarquer que les morts sont nombreux dans ses récits, le consultant rétorque : « Tous ceux qui m'ont fait chier vous dites ? Ouais, bien sûr, ça c'est la malédiction Toutan-Péninque. »

La structure Artec, elle, se porte bien. En 2005, c'est un résident français à Hong Kong qui a pris le relais du résident en Suisse Queudot : Farid Aumar<sup>2</sup>. Depuis, le conseiller de Marine Le Pen, qui en est le mandataire, a crédité le compte d'une vingtaine de millions d'euros<sup>3</sup>. Il n'en dira pas plus : « Secret des affaires. » L'argent viendrait, pour l'essentiel, du fructueux rachat d'Histoire d'or, leader français des bijouteries. En 1992, Philippe Péninque rencontre, lors d'un dîner, un actionnaire de l'enseigne de bijouterie, Éric Belmonte. Les deux hommes sympathisent et créent une société en participation (SEP), baptisée « Belpen ». « J'ai fait appel à lui pour son réseau de relations. Le but était de me présenter à des investisseurs<sup>4</sup> », raconte aujourd'hui Belmonte, installé dans son grand bureau vitré du IX<sup>e</sup> arrondissement. Celui qui est depuis devenu le président du groupe<sup>5</sup> souligne que « cela [lui] a permis de rentrer au sein de la société. C'était

---

1. Acte de cession du 4 novembre 2011.

2. Sollicité, Farid Aumar n'a pas donné suite.

3. Mathieu Delahousse, *Code Birdie, dans les secrets de l'enquête Cahuzac*, Flammarion, 2016.

4. Entretien avec les auteurs, 2 juin 2015.

5. Devenu directeur général d'Histoire d'or en 1997, il a ensuite pris la tête du groupe Thom Europe, fusionné avec Histoire d'or. Le groupe compte plus de 500 boutiques en France.

« *Marine est au courant de tout...* »

un accélérateur de mise en relation ». Plusieurs années plus tard, Philippe Péninque perçoit les premiers gains<sup>1</sup> de son opération, et les transfère majoritairement sur Artec : 9,6 millions d'euros en 2006 puis 7,7 millions en 2010. « Tout est déclaré à l'administration fiscale », assurent en chœur les deux associés. « Je ne vous confirmerai pas ces montants, la SEP est faite pour être confidentielle », balaye le président d'Histoire d'or, devenu résident français en Belgique. Un autre Péninque est depuis apparu dans le groupe de bijouterie : Romain, le fils, promu directeur général en 2016, et lui-même actionnaire d'une myriade de sociétés. « C'est sans doute que ses compétences devaient être indispensables et pas remplaçables facilement<sup>2</sup> », commente Philippe Péninque. Ces flux financiers ont alerté la banque de l'homme d'affaire, la BRED, qui aurait été interpellée par « l'opacité » de ces virements<sup>3</sup>. L'homme d'affaires se serait refusé à livrer à sa banque les justificatifs liés au transfert des 9,6 millions d'euros, et aurait même menacé de faire appel à son avocat. Ce que dément là encore Philippe Péninque. Ces flux ont fait l'objet en 2010 d'un signalement du service antifraude Tracfin, qui a classé l'affaire.

Plusieurs fois par semaine, Philippe Péninque pousse la porte de l'agence de la Bred, Porte d'Auteuil. Ici, tout le monde le connaît depuis des années. Il effectue chaque fois une série de virements, jonglant avec ses multiples comptes

---

1. Il a perçu 10,7 millions d'euros en 2006, puis 8,5 millions d'euros en 2010.

2. Courriel à l'un des auteurs, *op. cit.*

3. Contactée, la BRED nous a fait savoir qu'elle était tenue « au secret bancaire le plus absolu » et a ajouté que, « d'un point de vue générique », les « opérations atypiques (...) peuvent conduire le cas échéant à une déclaration de soupçon auprès de Tracfin ».

*Philippe Péninque, l'homme qui voulait être invisible*

et sociétés. L'ancien militant radical est aujourd'hui à la tête d'une constellation d'entreprises – SARL, SCI, SEP. Il apprécie particulièrement la formule discrète et souple de la troisième qui présente un avantage : la confidentialité. La SEP n'a en effet aucune existence juridique et n'est connue que de ses associés. Malgré ses affaires fructueuses et les nombreuses opérations qu'il effectue dans son agence bancaire, le conseiller de Marine Le Pen est en permanence à découvert, à hauteur de plusieurs milliers d'euros. Une bonne astuce pour éviter toute saisie-attribution sur ses comptes. « Je vis à découvert parce que j'investis beaucoup. Et la banque me fait confiance, réplique le consultant, qui se dépeint en « petit épargnant » qui, « comme tous les fils de pauvres, ne sai[t] pas dépenser » et « accumule pour [ses] enfants ». « Tout mon argent est en France, je n'ai pas d'argent à l'étranger », jure Philippe Péninque.